

OTC

1. Le Courriel d'Erevan

28 juin 2021

[Procès de 14 prisonniers de guerre arméniens à Bakou : les chefs d'accusation ont été lus, ils risquent de 14 à 20 ans de prison ou la prison à vie \(courrier.am\)](http://courrier.am)

Procès de 14 prisonniers de guerre arméniens à Bakou : les chefs d'accusation ont été lus, ils risquent de 14 à 20 ans de prison ou la prison à vie

L'acte d'accusation a été lu lors de la session du tribunal sur l'affaire pénale de 14 captifs arméniens - Gegham Serobyan, Hrach Avakyan, Armen Baghasyan, Gor Gasparyan, Kamo Sefilyan, Volodya Hakobyan, Gevorg Asertyan, Sisak Yengoyan, Albert Petrosyan, Romik Sedrakyan, Aram Minosyan, Mkrtich Minosyan, Edgar Matesyan et Yuri Karapetyan.

Selon le chef d'accusation, les défendeurs avaient acquis illégalement des armes à feu, des munitions, des explosifs et des engins et formaient des groupes armés en violation de la loi. Ces personnes avaient franchi illégalement la frontière de l'État et s'étaient installées dans une zone boisée du village de Hadrut, dans la région de Khojavand, les 26 et 27 novembre de l'année dernière.

Ils sont accusés en vertu des articles 214 (terrorisme), 228 (acquisition et stockage illégaux d'armes et d'explosifs), 279 (création de groupes armés illégaux) et 318 (franchissement illégal de la frontière de l'État). Le juge Afgan Hajiyeu a déclaré que si les accusations sont confirmées au cours du procès, les accusés pourraient être condamnés à une peine de 14 à 20 ans de prison ou à la

prison à vie.

2.Le Courriel d'Erevan

25 juin 2021

Poutine et Erdogan discutent de la mise en œuvre des déclarations du 9 novembre et du 11 janvier

Le 24 juin dernier, le président russe Vladimir Poutine a eu une conversation téléphonique avec le président turc Recep Tayyip Erdoğan, au cours de laquelle la question du Haut-Karabagh a été abordée, entre autres. Selon le service de presse du Kremlin, les interlocuteurs ont poursuivi l'échange de vues sur la situation dans le Haut-Karabagh, rapporte l'agence Armenpress.

Les parties ont évalué positivement les travaux du centre russo-turc pour l'observation du cessez-le-feu.

Le président turc a exprimé son soutien aux efforts russes visant à la pleine mise en œuvre des déclarations du 9 novembre 2020 et du 11 janvier 2021 conclues entre les dirigeants de l'Arménie, de la Russie et de l'Azerbaïdjan.

Les parties ont réaffirmé leur volonté de poursuivre la coordination des efforts, y compris pour la restauration des infrastructures régionales et le développement des économies.

3.Les Nouvelles d'Arménie

29 juin 2021

[Rien ne va plus entre le parti de Pachinian et le maire de Erevan - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com/fr/actualites/rien-ne-va-plus-entre-le-parti-de-pachinian-et-le-maire-de-erevan)

Rien ne va plus entre le parti de Pachinian et le maire de Erevan

Son élection triomphale en septembre 2018, à la mairie de Erevan, avait précipité la décision de Nikol Pachinian, au prix de sa fragile coalition de gouvernement, d'organiser dans les semaines qui suivirent, le 9 décembre, les élections

législatives anticipées qui devaient le conforter solidement dans son poste de premier ministre qu'il avait arraché en mai à la faveur de la « révolution de velours ». Erevan sera ainsi aux avant-postes de la conquête du pouvoir par Pachinian. Pourtant, s'il était devenu une figure emblématique du nouveau pouvoir, pour avoir mis fin au règne de Taron Markarian, affilié au Parti républicain d'Arménie (HHK) de l'ex-président Serge Sarkissian dans la capitale arménienne, Hayk Maroutian n'a guère fait parler de lui depuis, et n'a guère occupé le devant d'une scène politique sur laquelle il n'affiche pas l'aisance que laissaient présager ses prestations de comédien de séries télé locales cultes, auxquelles il devait en grande partie sa notoriété et sa popularité. Une discrétion qui, au-delà de sa méconnaissance d'un milieu politique dont les représentants d'un nouveau pouvoir emmené par un Pachinian qui se proclamait volontiers 'anti-système' ne maîtrisaient d'ailleurs pas davantage les codes, trouve sans doute aussi son explication dans les désaccords croissants qui opposent le nouveau maire de Erevan à sa famille politique. Une figure de proue de l'équipe de Pachinian, reconduit au poste de premier ministre à la faveur des dernières législatives anticipées du 20 juin, a ainsi confirmé dimanche 27 juin les rumeurs véhiculées depuis des mois par différents media arméniens faisant état de désaccords graves entre H. Maroutian et le parti Contrat civil au pouvoir.

Dans une interview accordée au Service arménien de RFE/RL (Azatutyun), Arayik Harutiunian, le premier conseiller du premier ministre, n'est toutefois pas allé jusqu'à affirmer que les différends actuels pourraient coûter son fauteuil de maire à H. Maroutian. L'option est pourtant envisageable alors qu'avant et plus encore après le scrutin, Pachinian a multiplié les menaces de révocation visant les maires qui auraient d'une manière ou d'une autre, pris parti pour l'opposition, et plus généralement contre tous responsable politique et fonctionnaires qu'il n'estime pas dignes d'une confiance qu'il accorde, certes, avec toujours plus de parcimonie. "Il est très regrettable que Mr. Maroutian ait eu une telle attitude avant les élections, puisque le maire, qui a été désigné par le parti Contrat civil et l'Alliance Im Kayl [Mon Pas, que conduisait le premier ministre Nikol Pachinian aux législatives de 2018 et qui détenait depuis une large majorité au Parlement sortant], n'a pas exprimé son soutien public au Contrat civil [le parti fondé par Pachinian à la tête duquel il se représentait aux dernières élections] durant la campagne électorale. Je déplore cela, parce que les votes auxquels Mr. Marutian doit son élection à la mairie de Erevan, se sont largement portés vers le parti politique qui doit former le gouvernement pour la deuxième fois", a notamment déclaré A. Harutiunian. Celui-ci a toutefois précisé qu'il n'y avait pas de discussions en cours concernant le maire, mais il n'a pas manqué de signaler que les membres du parti au pouvoir partageaient sa position et son mécontentement relatif à l'attitude du maire de Erevan. "Nous devrions savoir comment agir face à une telle situation afin de prendre des décisions sur la question au sein de notre

parti, mais de sorte que la ville et les autorités municipales n'aient pas à en souffrir", a poursuivi A. Harutiunian dont les remarques sybilinnes, loin de dissiper les rumeurs, ont attisé le feu des spéculations sur une possible démission de H. Maroutian.

Ce dernier, qui avait prêté sa voix et son visage à la Révolution de velours dont il passait pour l'un des plus ardents partisans, avait gardé le silence alors que les media bruissaient des rumeurs, toujours plus insistantes ces derniers mois, sur son intention de quitter une scène politique qui l'aurait profondément déçu. Au lendemain du scrutin du 20 juin, différents media suggéraient que le parti de Pachinian, qui dispose depuis d'une large majorité à l'Assemblée nationale, envisagerait des changements à la tête de mairie de Erevan, qui concentre près du tiers de la population de l'Arménie et l'essentiel de sa richesse, mais qui n'a pour autant pas massivement voté pour Pachinian, dont la victoire est plus manifeste dans d'autres régions. Dans un message posté sur Facebook à la veille des élections et adressé plus précisément à l'opposition, le chef de l'équipe du premier ministre, Arsen Torosian, avait appelé les responsables élus des municipalités et communes qui avaient exprimé leur soutien à d'autres partis et alliances politiques à prendre acte de la large victoire du parti de Pachinian et à décider s'ils souhaitaient poursuivre leurs mandats ou démissionner. Le message, résonnant comme la menace d'un pouvoir assuré de sa reconduction, avait suscité les vives critiques de l'opposition qui affirmait que des pressions avaient été exercées sur certains édiles locaux, dont des maires, en vue de les pousser à la démission, entre autres « ressources administratives » dont aurait abusé le parti au pouvoir. Plusieurs semaines avant ces élections, H. Maroutian, qui est lui-même un membre pourtant du parti Contrat civil, avait publiquement lâché qu'il afficherait sa neutralité politique durant le scrutin. "Les élections ne m'intéressent pas, je me préoccupe seulement de faire mon travail", avait-il déclaré en mai.

Cette confession n'avait pas été du goût du parti au pouvoir, même si, lors de la réunion du 22 juin du Conseil municipal de Erevan, qui rassemble les représentants élus de la capitale, H. Maroutian s'employait à rectifier le tir, en félicitant les citoyens pour avoir pris part à "des élections libres et transparentes". Hakob Karapetian, un porte-parole du bureau du maire de Erevan, confiait d'ailleurs lundi à RFE/RL que H. Maroutian n'aurait aucunement l'intention de démissionner. "Le maire de Erevan, avec toute son équipe, continue à travailler activement, à la mise en œuvre du mandat qui lui a été accordé par le peuple de Erevan en septembre 2018. Le mandat avait été accordé par le peuple de Erevan pour une durée de cinq ans", soulignait H. Karapetian. Izabella Abgarian, une membre du Conseil municipal de Erevan qui avait quitté pour sa part en novembre dernier les rangs de l'alliance Im Kayl, majoritaire dans le Parlement sortant, indiquait qu'elle n'avait pas apprécié ce que A. Harutiunian

avait déclaré concernant H.Maroutian dans son interview à RFE/RL. “Parce que ce n’est pas une question interne du parti, ils doivent tout simplement respecter le vote populaire”, a-t-elle fait savoir en ajoutant : “Le maire avait été élu par le peuple de Erevan. N’oublions pas l’indépendance des instances régionales. Notre liste de candidats était conduite par Hayk Maroutian, non par Nikol Pachinian, et le peuple de Erevan avait voté en faveur de Hayk Maroutian et de son programme, qui est en cours d’exécution. Et je pense qu’il serait injuste pour le peuple d’Erevan que le parti prenne une décision partisane”.

En écho, Emin Yeritsian, le chef de l’Union des communes d’Arménie (association des maires du pays), soulignait que la question de la mairie de Erevan était de toute manière du ressort du Conseil municipal. “Nul ne saurait apporter des changements de l’extérieur s’ils n’ont pas l’assentiment du Conseil des Anciens (municipal) avait-il insisté. Les autorités appelant au départ d’élus locaux pour la seule raison qu’ils ont soutenu l’opposition dans les élections législatives anticipées font des déclarations politiques illégales », a martelé Emin Yeritsyan cité par le site Armenian NEWS.am. Il a précisé qu’il ne devrait pas y avoir de conséquences légales si ces déclarations ne sont pas suivies de mesures administratives. E.Yeritsyan a expliqué que les édiles municipaux sont indépendants, aussi ils peuvent aussi bien ignorer ces déclarations. "Il est courant que les leaders communaux expriment leurs positions politiques. En vertu de notre législation, comme partout dans le monde, le chef de la commune est un poste politique. De plus, en vertu du nouveau Code électoral d’Arménie, les élections doivent être régies par un mode de suffrage proportionnel [par représentation], suivant le principe partisan. Cela pour en venir au fait que le chef de la commune ne pourrait être engagé dans des activités partisans et politiques. Ses activités sont directement politiques ; aussi, les activités du chef de la commune ne sont ni professionnelles, ni officielles, mais politiques” a souligné le président de l’Union des Communes (municipalités) d’Arménie, laissant ainsi entendre que le procès en défection au profit de l’opposition, ou défaut de solidarité avec le parti au pouvoir, intenté par Pachinian à différents maires d’Arménie, dont peut-être le premier d’entre eux, celui d’Erevan H. Maroutian, serait contraire aux normes démocratiques.

4.Les Nouvelles d’Arménie

29 juin 2021

[Erevan dément les allégations de Bakou relatifs à des tirs arméniens - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

Erevan dément les allégations de Bakou relatifs à des tirs arméniens

Lundi 28 juin, le ministère arménien de la défense a opposé un démenti ferme aux accusations de l'Azerbaïdjan relatives à des tirs visant les positions de l'armée azérie depuis les postes de défense arméniens situés sur les frontières nord-est de l'Arménie, dans la province septentrionale de Tavush. Ces incidents armés, survenus tard dans la journée du 27 juin selon Bakou, ne sont qu'« une autre désinformation. Les Forces armées arméniennes n'ont pas tiré un seul coup de feu vers les positions azéries », précise un communiqué du ministère arménien de la défense. Peu avant, l'Arménie avait démenti les allégations de l'Azerbaïdjan selon lesquelles ses forces armées situées dans la province orientale du Gegharkunik auraient tiré sur les positions azéries. De plus, l'Arménie avait accusé les forces armées de l'Azerbaïdjan de faire feu sur ses troupes positionnées dans la région. Ces derniers incidents surviennent sur fond de pourparlers relatifs au déploiement de troupes russes dans le Gegharkunik afin de prévenir une escalade des tensions sur cette frontière très inflammable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En vertu de la décision du premier ministre arménien en exercice Nikol Pachinian, qui devrait être réélu prochainement par le nouveau Parlement issu des élections remportées par son parti Contrat civil, une délégation du gouvernement arménien se trouvait à Moscou pour négocier la question de l'extension des prérogatives de la base militaire russe en Arménie.

Les gardes frontières russes sont déjà déployés dans différentes sections de la frontière arméno-azérie dans la province méridionale de Syunik depuis la guerre de l'automne 2020 du Karabagh qui avait permis à Bakou de prendre le contrôle de plusieurs districts entourant le territoire arménien et de restaurer sa frontière avec l'Arménie dans le sud. En outre, l'Arménie accuse l'Azerbaïdjan d'avoir envoyé ses troupes traverser cette frontière au tracé incertain pour qu'elles prennent position, les 12-14 mai, dans des portions de territoire de 2 à 3 km au-delà, dans le Syunik comme le Gegharkunik, deux provinces arméniennes frontalières de ce district hautement stratégique de Kelbajar dont les Arméniens, après 27 ans de présence, devaient céder le contrôle aux Azéris selon les termes de la défaite qui sanctionnait le 9 novembre les six semaines de guerre avec l'Azerbaïdjan. Au moins un soldat arménien avait été tué dans un incident de frontière depuis. Des dizaines de soldats de chaque camp auraient été blessés dans des heurts qui se seraient produits entre les belligérants qui n'auraient toutefois pas fait usage d'armes à feu. Les partenaires internationaux de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan les ont appelés à désengager leurs troupes des territoires contestés et de s'engager dans un processus de délimitation et de

démarcation de leurs frontières pour éviter toute escalade. Nikol Pachinian avait fait savoir fin mai qu'il était prêt à signer un accord négocié par la Russie en vue de mettre en place une commission ad hoc mais à la condition que l'Azerbaïdjan retire ses troupes des zones que Erevan tient pour le territoire souverain de l'Arménie, alors que Bakou justifie le déploiement de ses contingents en invoquant les travaux de génie sur des territoires frontaliers revendiqués comme azéris.

En recevant vendredi des ministres des affaires étrangères de trois pays européens mandatés par J. Borrell, le chef de la diplomatie européenne, le président Aliev s'était bien gardé d'évoquer les violations patentes du territoire arménien comme l'utilisation des quelque 200 prisonniers arméniens de guerre et civils comme monnaie d'échange et moyen de chantage. Se posant en fervent avocat d'une solution pacifique du conflit du Karabagh qu'il estime réglé après avoir provoqué et remporté une guerre meurtrière l'automne dernier, dans le mépris du processus de négociations du Groupe de Minsk dont il se présente, avec un cynisme consommé, comme un loyal partenaire, Aliev a dénoncé devant ses hôtes européens la partie arménienne comme un obstacle à une paix durable qui permettrait le développement et la coopération dans tout le Sud Caucase. Mais pour Aliev, une fois les élections passées et gagnées, Pachinian n'aura d'autre choix que de signer, dans quelques mois, « l'accord de paix » durable que renfermerait selon lui la déclaration trilatérale signée le 9 novembre dernier par l'Arménie et l'Azerbaïdjan sous l'égide de la Russie et qui, tout en mettant un terme à la guerre, mettait un terme au problème, en restaurant la souveraineté de Bakou sur tout le Karabagh arménien.

Les messagers européens, tentés de renvoyer dos à dos les belligérants, se fendraient de quelques mises en garde relatives à l'exaltation d'un nationalisme belliqueux dont le « parc des trophées » à Bakou, est la plus indigne illustration, mais se garderont de critiquer publiquement les velléités expansionnistes de l'Azerbaïdjan soutenu par une Turquie avec laquelle l'Europe cherche à se réconcilier. Ils se garderont aussi de dénoncer les violations des droits de l'homme et le mépris des principes démocratiques par le clan Aliev au pouvoir, indéfiniment à Bakou, tout en félicitant Pachinian qu'ils rencontraient le même jour à Erevan dans le cadre d'une tournée régionale, pour sa réélection au terme d'élections saluées pour leur tenue démocratique. L'Arménie vaincue, se consolera peut-être avec les satisfecit adressés par son partenaire européen pour son engagement démocratique... quant à l'Azerbaïdjan victorieux, il s'en passe d'autant plus volontiers que l'Europe cherche encore à le ménager et ne semble guère disposée à le sanctionner pour son comportement belliciste comme pour son mépris de la démocratie...

5. Les Nouvelles d'Arménie

29 juin 2021

[Le défenseur des droits de l'homme dénonce une agression azerie - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Le défenseur des droits de l'homme dénonce une agression azérie

Les militaires azerbaïdjanais ont menacé les habitants du village Tegh de la province de Syunik avec des armes à feu et les ont empêchés de ramasser l'herbe récoltée.

Hier, les militaires azerbaïdjanais ont menacé les habitants du village de Tegh de la province de Syunik avec des armes à feu sur le territoire souverain de l'Arménie, et ne les ont pas autorisés à ramasser l'herbe récoltée.

En particulier, le 26 juin 2021, plusieurs habitants du village de Tegh se sont rendus sur leurs terres pour ramasser l'herbe qu'ils avaient récoltée les 23 et 24 juin.

Alors qu'ils se trouvaient à environ 300 mètres de la position azerbaïdjanaise sur le territoire administratif de la communauté de Tegh, ils ont remarqué que 5 militaires azerbaïdjanais s'approchaient d'eux en criant de manière agressive.

S'approchant à environ 150 mètres, ils ont dirigé leurs armes vers les villageois, ont commencé à les menacer, à crier et à leur interdire de ramasser l'herbe. Deux d'entre eux se sont comportés de manière plus agressive et ont demandé aux villageois de ne pas venir dans ces zones ou d'essayer d'utiliser les terres.

L'incident a eu lieu dans un endroit appelé Andrun Stones, situé à l'intersection des villages de Tegh, Aravus et Khnatsakh de la province de Syunik. Les terres de ce lieu sont utilisées par les habitants des trois villages. Il y a à la fois des terres privées et des terres appartenant à la communauté. Il y a des pâturages utilisés par les résidents de ces trois villages pour faire paître leur bétail.

Les villageois n'ont pu ramasser l'herbe qu'aujourd'hui, le 27 juin, lorsque les commandants du 1^{er} corps d'armée des forces armées de la RA et les chefs des organes d'autonomie locale se sont rendus sur place.

Ces informations ont été rapporté au Défenseur des droits de l'homme par les villageois, y compris les villageois qui sont allés ramasser l'herbe, ainsi que par le chef de la communauté administrative de Tegh. Toutes ces informations ont été vérifiées par le Bureau du Défenseur.

Cet acte criminel des militaires azerbaïdjanais contre les citoyens arméniens a eu lieu sur le territoire souverain de la République d'Arménie.

Il est évident que ces actes criminels évidents des militaires azerbaïdjanais visent à priver les citoyens de la République d'Arménie de leurs autres droits vitaux, à savoir le droit à la vie, le droit de se consacrer à l'élevage du bétail et le droit de gagner un revenu familial. Tout cela doit être considéré comme un fait permanent, car ils commettent régulièrement des actes similaires (menaces à l'encontre des bergers, vol d'animaux, etc.) contre les habitants des villages des provinces de Gegharkunik et de Syunik.

Cet incident prouve une fois de plus que la protection de la population arménienne contre les actions criminelles des forces armées azerbaïdjanaises nécessite de toute urgence la création d'une zone de sécurité.

Arman Tatoyan

Le défenseur des droits de l'homme d'Arménie

6.Les Nouvelles d'Arménie

29 juin 2021

[Lavrov discute des réfugiés dans le Haut-Karabakh - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Lavrov discute des réfugiés dans le Haut-Karabakh

Le ministre russe des Affaires étrangères s'est également dit préoccupé par le problème de la non-citoyenneté dans les pays baltes

MOSCOU, 28 juin. /TASS/. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a rencontré le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, pour discuter des questions relatives au retour des réfugiés dans le Haut-Karabakh, a déclaré lundi le ministère russe des Affaires étrangères.

« Les parties ont échangé leurs points de vue sur le problème des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et des personnes sans citoyenneté dans le monde, notamment dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Elles

ont également discuté de divers aspects de la coopération entre le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et notre pays », a-t-il précisé. « Les parties ont discuté des questions du retour des réfugiés et des personnes déplacées dans le Haut-Karabakh et les régions adjacentes, conformément à la déclaration des dirigeants russe, azerbaïdjanais et arménien sur le cessez-le-feu et la cessation des hostilités dans la zone de conflit du 9 novembre 2020 ».

Le ministre russe a attiré l'attention du Haut Commissaire de l'ONU sur la nécessité d'intensifier les efforts de la communauté internationale pour assurer le retour des réfugiés syriens qui contribueraient au redressement post-conflit du pays.

Le haut diplomate russe a également exprimé sa préoccupation quant au problème de la non-citoyenneté dans les pays baltes.

7.Les Nouvelles d'Arménie

29 juin 2021

[La Hollande réclame le retour des prisonniers de guerre - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com/fr/la-hollande-reclame-le-retour-des-prisonniers-de-guerre)

La Hollande réclame le retour des prisonniers de guerre

L'ambassadeur néerlandais en Arménie, Nico Schermers, a souligné lors d'un point de presse le 28 juin que les prisonniers de guerre arméniens détenus en Azerbaïdjan devraient être immédiatement rapatriés, sans aucune condition préalable.

''Les prisonniers de guerre doivent être immédiatement rapatriés. C'est la position du gouvernement néerlandais. Je ne peux qu'espérer que les prisonniers de guerre seront rapatriés sans aucune condition'', a-t-il dit.

L'ambassadeur a rappelé que la semaine dernière, les représentants de l'UE, à savoir le ministre fédéral autrichien des affaires européennes et internationales, Alexander Schallenberg, le ministre lituanien des affaires étrangères, Gabrielius Landsbergis, et le ministre roumain des affaires étrangères, Bogdan Aurescu, se sont rendus en Arménie et en Azerbaïdjan, où la question du rapatriement des prisonniers de guerre a également été abordée.

L'ambassadeur néerlandais a également évoqué le « parc fard trophées » de Bakou, soulignant que son existence est inadmissible, ce qui est également la position du gouvernement néerlandais. L'ouverture de ce parc est choquante pour l'ambassadeur, qui estime qu'elle ne favorise pas la paix.

8.Les Nouvelles d'Arménie

29 juin 2021

[Joe Biden a félicité Nikol Pachinian et affirmé que les Etats-Unis restent \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Joe Biden a félicité Nikol Pachinian et affirmé que les Etats-Unis restent fidèles au renforcement des relations avec l'Arménie

Le président des Etats-Unis, Joe Biden, dans un message sur Twitter a félicité Nikol Pachinian pour sa victoire aux élections législatives anticipées en Arménie. Il a également affirmé que les Etats-Unis désirent le renforcement de leurs relations avec l'Arménie.

« Je salue le peuple d'Arménie et son Premier ministre Nikol Pachinian pour les élections législatives réussies. Nos relations avec l'Arménie sont l'une de nos valeurs générales, notamment dans la coopération des réformes démocratiques et la résolution des conflits. Nous sommes fidèles au renforcement de la coopération » a indiqué Joe Biden dans son message.

9.Les Nouvelles d'Arménie

27 juin 2021

[« Vous devez comprendre que nous allons continuer » - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

« Vous devez comprendre que nous allons continuer »

Le 26 juin, Aliiev avait revêtu son treillis pour faire un discours, devant des commandants de l'armée azerbaïdjanaise, à l'occasion de la Journée des Forces armées de la République d'Azerbaïdjan. Fidèle à lui-même, il n'a pas fait dans la demie mesure.

« L'Arménie doit comprendre que l'Azerbaïdjan continuera à se renforcer, il n'y a aucun doute là-dessus. En outre, notre puissance militaire va augmenter. Après la guerre, des instructions appropriées ont été données, de nouveaux accords ont été signés, et le processus d'achat de nouvelles armes et d'équipements basés sur des réformes structurelles modernes de nos forces armées a été approuvé. Je peux dire que les effectifs de nos forces armées et de l'armée en général vont augmenter », a déclaré Aliyev. Il explique que l'armée azérie continue d'analyser les données de la dernière guerre pour se renforcer. Puis, il menace :

« En revanche, si l'Arménie ne renonce pas à sa politique hostile à notre égard, elle ne parviendra pas à renouveler non seulement son armée en panne, mais aussi son activité économique », a ajouté le président azerbaïdjanais.

Il a également ajouté qu'il est nécessaire de former un groupe de travail pour la démarcation avec l'Arménie et de commencer les travaux préparatoires de l'accord de paix.

« L'Arménie n'a qu'une seule façon de se développer - établir des relations normales avec ses voisins et renoncer à ses revendications territoriales, et ne pas utiliser du tout le mot 'Nagorno-Karabakh'. Comme il n'y a pas d'unité territoriale appelée «Haut-Karabakh», il n'y a pas de concept de conflit du Haut-Karabakh. J'en ai parlé à de nombreuses reprises et je veux dire une fois de plus que le conflit du Haut-Karabakh a été résolu et que l'Arménie devrait l'accepter et travailler avec nous pour déterminer les frontières », a déclaré Aliyev.

Peut-être devrait-on rappeler au vociférant président que sans la Turquie et Israël, son armée serait quasi inexistante. Et que s'en est bel et bien fini de l'indépendance de sa pétro-dictature.

10.Monument Watch

29 juin 2021

[The past of the South Caucasus without Armenia, Armenians and Armenian specialists. Academicism joins politics. - Monument Watch](#)

The past of the South Caucasus without Armenia, Armenians and Armenian specialists. Academicism joins politics.

With pain and disappointment we inform that in such a tragic situation in the Caucasus, a number of our esteemed colleagues have taken the path of obvious political approaches, taking the initiative to join "Cities on the Edge. Exploring Late Antique urbanism in the Southern Caucasus (AD 300-600)" conference, where Armenia, Armenian cities and Armenian specialists were deliberately left out (see <https://urbnet.au.dk/news/events/2021/citiesontheedge/>):

It is impossible to present the urban culture of the Caucasus without Armenian cities, Armenian primary sources and researchers. But this is not a new thing. I am sorry that my good friends Lara Fabian and Murtuzali Gadjev, who are on the list of participants, did not report such an outrageous breach of academic conduct.

It is not a matter of misunderstanding, but of deliberate orientation. If personal interest is higher than scientific integrity, there is no point in asking, explaining, or expecting honesty.

We are sorry and we are disappointed.

Hamlet Petrosyan,

Head of Archaeological Expedition of Dvin

Head of the Archaeological Expedition of Tigranakert of Artsakh

Entretien de Hamlet Petrosyan:

<https://fb.watch/6qBvsGwYbd/>

11.Evnreport

24 juin 2021

[Children and War Trauma: “We Have to Stop Lying to Them” \(evnreport.com\)](https://evnreport.com)

Children and War Trauma: “We Have to Stop Lying to Them”

“If you had a magic wand, what would you change?” asks psychologist Anush Grigoryan. The group of four children playing with clay raise their heads.

“People,” says 11-year-old Suren. “Why?” she asks the little boy.

- They’re bad.
- Why do you think so?
- They became mean.
- You would change the world?
- I would change people. It would get better.

Suren lost his father during the war. Like him, children who lost relatives or had to flee their native villages in Nagorno-Karabakh meet every week in Kapan’s Center for Children after school to play, draw and talk to psychologists.

“I only treat war trauma now. There is so much need,” says Anush Grigoryan. She has been working as a psychologist for eleven years. “They play, create things, read, talk to each other. I give them stories that they have to finish. I give them the beginning, and they need to imagine how it plays out. Stories about loss. What

is essential is how they will end it. If it's half-finished, then it means we have more work to do. Because they need closure," explains Anush.

The kids are smiling, playing in the room, while Anush asks them about their day, their hopes, their fears. "This is a drawing of the people I trust," says Suren, showing a colorful hand with names written on each finger. He included the psychologist to his list. "I trust Anush because she keeps my secrets."

Even though they are very young and express themselves with the simple words of children, there is something disturbing in the looks of most of these kids. They seem older.

Tigran is 11 years old. He looks very mature and serious for his age. He smiles a lot and answers every question diligently, even though he blushes a little. Born and raised in Zangelan, he had to flee Artsakh with his family during the war.

"I want to go back to Zangelan, I miss it," he says. "There was my bike, I left it there when we fled. I miss my bike. My friends also left, but they're not here. My favorite thing was to bike there. Here, I do not bike."

Tigran was playing at home when Azerbaijani troops entered his village. His father came and got him; they immediately drove to Armenia to join the rest of the family which had already fled. "I was not scared, just a little," says Tigran. "But in the car, with our stuff, driving, I felt like I could not go back." Anush convinced him to get a new bike.

Overcoming the Taboo of Mental Health

"Parents bring their kids to a psychologist more easily than they would go themselves. Sometimes, I would even say they use the kids to come get help for themselves," says Anush.

Seeking help is often seen as a sign of weakness in Armenia, and mental health remains a taboo topic. When it comes to children, there are also specific cultural habits that are dangerous, according to Anush. "Children understand way more than adults think they do, so we have to stop lying to them," she says.

"I had a case of parents who told their kids that, when you die, it's like going to sleep. Now that kid panics every single time someone goes to sleep, tries to go and wake them up," says Anush.

Ellen is 7 years old. She does not speak much and nervously plays with the clay. Her uncle died during the 2020 Artsakh War, but her mother did not tell her the truth. Ellen started having nightmares and visions.

"She imagined military men holding Kalashnikovs and coming toward her," explains Anush. "I understood she was having visions of her uncle. She could not sleep anymore. I told her mother to stop lying, to stop insisting that he was in the hospital, to tell her he is dead, to help her get a sense of closure."

Not telling children that one of their relatives died is quite common. As adults, we tend to think it is unbearable to see a kid in emotional agony. But that's selfish of us - we prevent children from moving on and might create some other issues.

“If you lie, kids can get a sentiment of abandonment and of being useless, which stays with them through adult life. So, you need to tell the kids: he is not just gone to the hospital or on holidays. You need them to understand and accept the loss. It is painful of course, but necessary,” says Anush.

The ways to explain death vary depending on age groups, but there are ways to address the topic with all children. “With the younger ones, a metaphor I like to describe the feelings triggered by loss is the one of seasons. We use nature a lot, so we say for example now there is spring and then there will be summer, fall and winter. You will feel all this, when the leaves fall from the trees, it will be the end of a cycle,” says Anush.

A Lack of Resources

Many children who have experienced war trauma cannot just go back to school easily afterward. “Teachers do not always behave the right way,” explains Anush. Working individually with children is necessary, but making them play in groups with children who have lived the same experiences can be helpful.

The reason why many teachers are not able to help their pupils is that they are not trained. There are simple things they can do, according to Anush: “You need to talk to the kid in a safe space, hold his hands, look him in the eyes. It’s hard for adults, too.”

Armenia counts less than 200 psychiatrists, but since psychological care is not regulated, there is no official number concerning psychologists. “We have a lack of resources: not enough people, not enough people who are well-trained, and not enough of them outside of big cities,” says Anush.

12.ARTE

2021

Invitation au voyage

L’Arménie d’Aznavour/ Pays basque/ Lisbonne/Florence

Disponible du 24/06/2021 au 30/08/2021

Le documentaire complet:

[Invitation au voyage - L’Arménie d’Aznavour / Pays basque / Lisbonne / Florence - Regarder le documentaire complet | ARTE](#)

Linda Lorin nous emmène à la découverte de notre patrimoine artistique, culturel et naturel. L’Arménie retrouvée de Charles Aznavour - Au Pays basque, l’épopée

des corsaires - À Lisbonne, le pastel de nata de João - Piano piano à Florence.

L'Arménie retrouvée de Charles Aznavour

S'il n'y est pas né, le chanteur français Charles Aznavour trouva tout de même en Arménie les racines de son identité et lui dédia deux chansons, "Pour toi Arménie" et "Ils sont tombés ". Des textes marqués par la douleur et la perte, mais aussi l'espoir.

Au Pays basque, l'épopée des corsaires

Durant des siècles, des corsaires ont convoité les richesses transitant par les côtes du Pays basque. Légitimée par les souverains, cette piraterie a joué un rôle majeur dans certains conflits européens de leur époque.

À Lisbonne, le pastel de nata de João

Dans la capitale du Portugal, João nous accueille dans sa pâtisserie pour nous faire redécouvrir une des douceurs emblématiques de la ville : le pastel de nata.

Piano piano à Florence

Florence concentre une grande partie du patrimoine artistique italien. À l'aube du XVIIIe siècle, un inventeur y mit au point un instrument incontournable de la musique.

Réalisation : Fabrice Michelin
